

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
13 Place de la Paix CS 50712  
15007 AURILLAC cedex

AURILLAC, le 17/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STE des CHAUX DE MONTMURAT**

PUECH DE ROZIER  
15600 Montmurat

Références : 20230414-RAPINS-15-070-inspection\_CarriereChauxMontmurat

Code AIOT : 0005600733

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement STE des CHAUX DE MONTMURAT implanté PUECH DE ROZIER 15600 Montmurat. L'inspection a été annoncée le 24/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite intervient dans le cadre du suivi des précédentes inspections ayant relevé un certain nombre de non-conformités nécessitant mise en œuvre d'un plan d'actions correctives.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STE des CHAUX DE MONTMURAT
- PUECH DE ROZIER 15600 Montmurat
- Code AIOT : 0005600733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chaux de Montmurat, filiale du groupe Altitude Union de sociétés coopératives agricoles, exploite la carrière du Puech Rozier sur la commune de Montmurat en vue de la production d'amendement calcaire vrac ou ensaché.

Deux types de matériaux sont extraits, calcaire relativement pur sur un premier front en entrée de carrière et dolomie sur le front supérieur.

L'activité du site, autorisée pour un maximum de 15 000 t/an, se situe à 2000 t/an ces dernières années, donc bien inférieure au tonnage autorisé.

Une seule personne travaille sur le site sur une activité très saisonnière portant essentiellement sur un débouché agricole.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données aux non conformités relevées lors des précédentes inspections.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les écarts relevés lors des derniers contrôles ne sont pas levés. L'exploitant explique qu'une réflexion est menée sur le devenir de la carrière, l'option de remise à niveau et d'optimisation est prise ce qui permettra de lever les écarts mis en évidence.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 1	/	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 3.3	/	Sans objet
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 3.6	/	Sans objet
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 5.2	/	Sans objet
5	PC5	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 5.5	/	Sans objet
6	PC6	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 5.7	/	Sans objet
7	PC7	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 9.5	/	Sans objet
8	PC8	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 10.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	PC9	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 15.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	PC10	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 16-1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les écarts principaux relevés portent sur les points suivants :

- retrait des matériels inutilisés (installation four à chaux, stock de coke, stock ferrailles diverses..)
- réhabilitation ou déconstruction du hangar de stockage de matériaux concassés situé à l'arrière de l'ancien four à chaux
- correction de la hauteur de front dolomie fixé à 4 m et manifestement supérieur à cette valeur
- production des documents et rapports de suivi d'exploitation : mesures poussières, plan d'exploitation, analyse rejet eau pluviales, installations électriques...
- nettoyage du bassin d'orage
- vérification clôture (le secteur près des installations maintenance ensachage n'est pas clos)
- remise à niveau des secteurs couverts abritant les zones de maintenance, d'ensachage, stockage fuel.

### **2-4) Fiches de constats**

N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 2510-1 A – 15 000 t/an Rubrique 2515-1 E – 250 kW Rubrique 2520- 1 A – 7 t/j (four à chaux) Rubrique 1520- 2 A – 50 t (stockage coke)
<b>Constats :</b> Niveau d'activité extraction conforme. Activités liées aux rubriques 2520 (four à chaux) et 1520 (stockage coke pour fonctionnement four à chaux) arrêtées depuis plus de 3 ans. Situation à régulariser.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : PC2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Clôtures
<b>Constats :</b> Clôtures à vérifier et compléter si nécessaire, notamment au niveau de la zone ensachage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : PC3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Gestion des eaux pluviales
<b>Constats :</b> Bassin d'orage existant mais inaccessible. Nettoyage à entreprendre et vérification de ses capacités de rétention (387 m <sup>3</sup> de capacité minimale requise)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : PC4**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Hauteur des fronts
<b>Constats :</b> Hauteur maximale de 4 m requise pour le front de marne Dolomitique à rectifier
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : PC5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépôt de coke
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Non utilisation
<b>Constats :</b> Le four étant à l'arrêt, le maintien de ce stock ne se justifie plus. Le stock existant devra être retiré vers une destination régulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : PC6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Entretien bâtiment
<b>Constats :</b> Le bâtiment situé à l'arrière de la ligne Four à chaux, utilisé pour le stockage de matériaux broyé, est en mauvais état. Une reprise (réaménagement ou déconstruction/reconstruction) est à entreprendre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 7 : PC7

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle rejet eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivi qualité rejet eaux pluviales après décantation
<b>Constats :</b> Contrôle annuel rejet eau non réalisé
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : PC8

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 10.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesure de poussières à fréquence annuelle
<b>Constats :</b> Mesures poussières non réalisées
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : PC9

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 15.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle annuel
<b>Constats :</b> Contrôles installations électriques (Q18 et Q19) non réalisés
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : PC10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 16-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Validité caution
<b>Constats :</b> Échéance garantie actuelle au 14/02/2024
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet